



Alors que les fêtes de fin d'années approchent à grands pas, le poisson souvent prisé dans les réjouissances populaires se fait de plus en plus rare dans les marchés.

A l'origine cette crise, l'on parle des conjonctures sur le fret maritime international. Par ailleurs, dans un communiqué, Congelcam pointe un doigt accusateur sur le gouvernement dont il reproche « la partialité ».

L'intégralité du communiqué parvenu à la rédaction de 237actu.com.

COMMUNIQUE PRESSE

Le Directeur général de CONGELCAM S.A a l'honneur de porter à la connaissance de l'opinion publique nationale et internationale ce qui suit:

Le fret maritime international qui a connu une hausse exponentielle de plus de 400% a entraîné ce qu'on a appelé « crises des conteneurs», la rareté du poisson à l'international (l'offre étant inférieure à la demande), impactent violemment les coûts de revient de nos différents produits. La levée de la suspension du PECAE, (Programme d'Evaluation Avant Embarquement) sur le poisson frais importé, tout en augmentant davantage ces coûts de revient, prolonge nos délais d'approvisionnement et aggravent ainsi « notre risque pays », avec de fortes conséquences sur les stocks disponibles de nos produits.

Ici il est important d'indiquer que les avantages du rabatement de 80% sur le fret, décidé par le gouvernement pour une période limitée (moins de trois mois), impacte moins sur nos coûts de revient que le PECAE en fait inutile sur le poisson dont la qualité est déjà contrôlé en amont et en aval par les vétérinaires.

Au demeurant, les tracasseries engendrées par ce Programme superflu sur le poisson empêchent certains fournisseurs à accepter la destination Cameroun.

Nous saisissons cette occasion particulière où nos prix servent de prétexte à certains acteurs de notre scène politique et économique pour affirmer et diffuser de fausses et dangereuses informations qui déteignent notre honorabilité, notre considération et notre respectabilité, pour apporter les éclairages suivants :

- Contrairement à la persistance d'une certaine opinion entretenue parfois à des niveaux insoupçonnables, nous ne bénéficions d'aucune aide, ni faveur de quelque nature que ce soit, ni de l'Etat, ni du Gouvernement ou de l'un de ses membres en fonction ou non, ni de qui que ce soit d'autre.

- Notre marché est ouvert à tous, nous avons plusieurs concurrents et ne sommes pour ainsi dire, pas en situation de monopole. Ainsi, Queen-Fish, SOACAM (le puissant importateur de riz bien connu), Green-Sea, Zumi, Florida, LA Grace de Dieu, Nico, Aqua-Mar, pour ne citer que ceux ci, sont des opérateurs économiques de notre secteur.

- Nous ne bénéficions d'aucune protection de quelque nature que ce soit du Gouvernement, comme certains de nos concurrents.

- Dans cette filière, la Société FOODS and FISH INDUSTRIES CAMEROUN SA créée en 2018 pour les besoins de la cause, pour ne pas la citer, bénéficie toute seule de l'Avis Technique ou d'une autorisation d'importation du MINEPIA, du Tilapia (kanga) depuis cette date, tandis que QUEEN FISH est seule entreprise autorisée par le même MINEPIA, à importer les découpes de la viande du porc depuis plus de neuf ans. Ces deux entreprises appartiennent au même opérateur économique qui a l'exclusivité de ces deux produits pourtant interdits d'importation sur notre territoire, alors même que nous avons tout fait auprès du MINEPIA pour avoir aussi l'autorisation d'importer ces produits, sans succès.

- Pour un certain nombre de prétextes incompréhensibles, nos points de vente font régulièrement et abusivement l'objet des scellés.

- Proportionnellement à nos importations, nous payons plus que tous les autres les impôts. Malgré cela, nous sommes toujours plus contrôlés et abusivement redressés par le fisc et ce, à des milliards de francs CFA.

- Le Gouvernement voudrait bien encadrer et accompagner la production dans ce secteur, mais la plupart des poissons consommés sur notre territoire, ne se trouvent pas dans nos côtes, qui ne contiennent que des espèces dits de luxes (bar, capitaine, mâchoiron, sole), et pas les poissons de grande consommation (maquereaux, pescadilla, corvina, thon, sardine ...)

- Notre circuit de distribution intégré, aide dans le cadre de la lutte contre la vie chère, à supprimer des marges en cascade qui renchérisse les prix publics de nos produits sur nos différents marchés. Pour ce mode de distribution, nous sommes un gendarme du prix et notre absence sur un segment ou sur l'un de nos marchés fait exploser les prix, et impacte négativement le panier de la ménagère.

- Une enquête approfondie et élargie à tous les opérateurs de notre filière pourra mieux aider à comprendre ce secteur fortement concurrentiel. Aussi, nos concurrents pourront dire si notre entreprise bénéficie de quelques avantages ou traitements de faveurs qu'ils n'ont pas.

En dépit de cette situation, et malgré les diverses hostilités que nous rencontrons, notre entreprise citoyenne continuera, comme par le passé, à faire tout ce qui est en son pouvoir pour approvisionner régulièrement notre marché avec un niveau de prix publics acceptables.

Nous avons pris des dispositions et des mesures nécessaires pour maintenir le même niveau de stock, en quantité et en qualité, jusqu'au mois de février 2022, voire au-delà, et ceci aux prix actuels.

Fait à Douala le 30 novembre 2021.

Le Directeur Général
